Ledit ordre du jour étant lu pour prendre en considération un avis de motion de M. l'échevin Martin demandant un referendum "re" abolition du Bureau des Commissaires,

M. l'échevin MARTIN, appuyé par M. l'échevin SEGUIN,

Propose: Que ce Conseil désire connaître l'opinion des électeurs en général sur les questions suivantes:

Etes-vous en faveur de l'abolition du Bureau des Commissaires?

Etes-vous en faveur de l'abolition du Conseil?

Et, que le Greffier de la Cité soit prié de faire ce qu'il y a à faire pour soumettre ces questions aux électeurs le 25 novembre 1912, le tout conformément aux dispositions de l'article 310 de la loi 62 Victoria, chap. 58, telle que remplacée par la section 10 de la loi 2, Ed VII, chap. 81, remplacée de nouveau par la loi 1, Geo. V, chap. 48.

Que le Bureau des Commissaires soit prié de voter le montant nécessaire afin que ledit referendum soit tenu à la date ci-dessus mentionnée.

Et, un nouveau débat s'engageant,

M. l'échevin L. A. LAPOINTE, appuyé par M. l'échevin ROBINSON, propose en

Amendement: Attendu que le Conseil vient d'adopter un rapport à l'effet de nommer une Commission Technique chargée de la refonte de la Charte de la Cité et que le travail de ladite refonte entraînera probablement l'étude de certaines questions telles que la redistribution des quartiers, la représentation desdits quartiers et le mode d'administration des affaires de la Ville;

Attendu que le coût du referendum que l'on propose de tenir serait très élevé.

Qu'il soit résolu:

Que le Conseil ne croit pas opportun, pour le moment, de soumettre aux électeurs les questions contenues dans la motion principale actuellement devant le Conseil.

Et, un nouveau débat s'engageant,

M. l'échevin POISSANT, appuyé par M. l'échevin GIROUX, propose en

Sous-Amendement: Que le Conseil croit qu'il serait désirable et dans l'intérêt général de la Ville de modifier le système de gouvernement et d'administration actuel de la Ville, et il prie, en conséquence, le Bureau des Commissaires de bien vouloir l'informer s'il serait prêt à rencontrer les membres du Conseil pour discuter cette question et préparer les amendements qui devront être faits à la Charte de la Cité.

M. l'échevin L. A. Lapointe, soulève un point d'ordre alléguant que ledit sous-amendement n'est pas dans l'ordre, en autant qu'il ne se rattache en aucune manière ni à la motion principale ni à l'amendement.

Son Honneur le Maire décide que ledit point d'ordre est bien fondé et déclare le sous-amendement hors d'ordre parcequ'il n'amende ni la motion principale ni l'amendement.

M. l'échevin Martin soulève aussi un point d'ordre alléguant que l'amendement de M. l'échevin L. A. Lapointe est hors d'ordre.

Son Honneur le Maire déclare l'amendement dans l'ordre parcequ'il fait mention d'une demande d'ajournement de la question pour le moment.

L'amendement étant alors mis aux voix, le Conseil se partage:

Pour: L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Robinson, Boyd, Garceau, Monahan, Clément, Emard, Bastien, Turcot, Drummond, Morin, Blumenthal, Macdonald, Judge.—17.

Contre: Tétreau, Létourneau, Mayrand, Larivière, Martin, Séguin, Giroux, Poissant, Vandelac.—9.

Il est ainsi adopté, et il est

Résolu: En conséquence.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'échevin WARD,

Le Conseil s'ajourne à mercredi, le 16 du courant, à 3 heures p. m.

L. O. DAVID,
Greffier de la Cité.

JULES CREPEAU,

Sous-Greffier de la Cité.

on the 25th Nov. 1912, the whole in accordance with the provisions of article 310 of the Act 62 Vic., Chap. 58, as replaced by section 10 of the Art. 2, Ed. VII, chap. 81, and further replaced by the Act 1, Geo. V, Chap. 48.

That the Board of Commissioners be requested to vote the necessary funds in order that such referendum may be held on the date above mentioned.

And, a debate arising,

Ald. L. A. Lapointe moved in amendment, seconded by Ald. Robinson.

Whereas the Council has just adopted a report to appoint Technical Committee to revise the City Charter and that said work will probably bring out certain questions such as the redistribution of the wards, the representation of same and the administration of the affairs of the City;

Whereas the proposed referendum will entail the expenditure of a large sum of money,

Be it resolved:

That this Council does not deem it advisable for the present to submit to the electors the questions contained in the motion now before the Council.

And, a further debate arising,

Ald. POISSANT moved in sub-amendment, seconded by Ald. GIROUX.

That this Council is of opinion that it would be desirable and in the general interest of the City to modify the present system of government and administration of the City, and it therefore requests the Board of Commissioners to kindly inform it whether they are prepared to meet the members of the Council to discuss this question and prepare amendments to be made to the City Charter.

Ald. L. A. Lapointe raised a point of order contending that said sub-amendment was not in order, inasmuch as it did not refer in any way to the main motion nor to the amendment.

His Worship the Mayor ruled said point of order well taken and declared said sub-amendment out of order because the same did not amend the main motion nor the amendment.

Ald. Martin also raised a point of order contending that the amendment of Ald. L. A. Lapointe was out of order.

His Worship the Mayor declared the amendment in order because the same mentioned a postponement of the question for the present.

The vote being then on the amendment, the Council divided:

Yeas: L. A. Lapointe, N. Lapointe, O'Connell, Ward, Robinson, Boyd, Garceau, Monahan, Clément, Emard, Bastien, Turcot, Drummond, Morin, Blumenthal, Macdonald, Judge.—17.

Nays: Tétreau, Létourneau, Mayrand, Larivière, Martin, Séguin, Giroux, Poissant, Vandelac.—9.

So it was carried and.

Resolved: Accordingly.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. Ward,

The Council adjourned until Wednesday, the 16th inst., at 3 o'clock p. m.

L. O. DAVID,
City Clerk

JULES CREPEAU,

Asst. City Clerk.